

6 février 2025

## **Un tournant nécessaire pour l'économie canadienne et de la région**

Les quatre prochaines années seront difficiles alors que nous faisons face à une administration Trump qui menace non seulement notre économie, mais aussi notre mode de vie.

Il est encore trop tôt pour savoir si le retour du président Trump à la Maison-Blanche marquera un tournant décisif vers un nationalisme économique aux États-Unis ou s'il s'agira d'une parenthèse dans l'histoire des relations économiques nord-américaines.

Nos deux pays sont liés non seulement par le commerce, mais aussi par un partenariat profond, forgé au fil d'un siècle de collaboration et de valeurs communes. En exposant la dépendance économique du Canada, le président Trump nous rappelle l'urgence de bâtir une économie capable de résister aux turbulences d'un monde en profonde transformation.

Puisque l'approche américaine complique l'accès de nos entreprises au marché des États-Unis, il est essentiel d'explorer de nouvelles opportunités, y compris le marché intérieur canadien. En éliminant les obstacles au commerce interprovincial, nous pourrions libérer un marché pouvant atteindre 200 milliards de dollars, soit 7 % du PIB du pays.

Par exemple, un producteur de viande en Outaouais est confronté à des obstacles réglementaires et économiques pour vendre ses produits en Ontario. La réouverture de l'abattoir de Pontiac, rendue possible grâce à une mobilisation exceptionnelle des producteurs et de la MRC, représente une avancée majeure. Cependant, pour faire commerce en Ontario, l'abattoir doit obtenir une certification fédérale, un processus coûteux, long et bureaucratique. De plus, les disparités dans les normes d'inspection limitent les ventes interprovinciales, freinant ainsi l'expansion des producteurs locaux. Pour surmonter ces défis, il est essentiel d'harmoniser la réglementation et de simplifier l'accès aux marchés, garantissant ainsi de meilleures opportunités aux petits producteurs.

Un autre exemple est celui d'un entrepreneur en construction de la région. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée ralentit la construction de logements en Outaouais, et

la mobilité interprovinciale des travailleurs spécialisés reste entravée, notamment par les exigences de la CCQ au Québec. La reconnaissance des certifications, les délais administratifs et les divergences en santé et sécurité au travail compliquent encore davantage la situation. Les délais d'approbation des projets à court terme ajoutent aux difficultés. Harmoniser les réglementations et accélérer les approbations permettrait d'accélérer la construction et de dynamiser l'économie régionale.

Les autres obstacles au commerce interprovincial incluent les restrictions sur le transport et la vente de certains produits (viande, fromage, alcool), ainsi que la complexité administrative et fiscale. Du côté de la main-d'œuvre, les défis portent sur exigences réglementaires, les coûts et délais des certifications professionnelles, la reconnaissance des qualifications et les divergences en santé et sécurité au travail. Ces barrières freinent la compétitivité et entravent la croissance économique.

Afin de renforcer l'économie nationale et régionale, l'un de nos plus grands atouts réside dans le soutien des consommateurs canadiens à l'achat de produits locaux. En plus de libérer le marché interprovincial de ses obstacles, il est essentiel de promouvoir activement une campagne encourageant l'achat de biens et services canadiens, tout en fournissant aux consommateurs les outils nécessaires pour les identifier facilement. Comme nous l'avons constaté, les Canadiens ont démontré une solidarité naturelle envers nos entreprises, une dynamique qu'il faut consolider et amplifier.

En plus de renforcer notre économie régionale et nationale, nous devons transformer nos ressources naturelles – nos produits agricoles, notre bois – ici même au Canada, tout en développant de nouveaux marchés. Le secteur de la foresterie, qui demeure un pilier économique dans notre région, illustre bien cette nécessité. Par ailleurs, la renégociation anticipée des accords commerciaux entre le Canada et les États-Unis représente une occasion stratégique d'intégrer le conflit récurrent du bois d'œuvre dans une entente globale de libre-échange, assortie d'un mécanisme de résolution des différends plus rapide et efficace.

Finalement, pour diversifier notre économie, il est essentiel de miser sur nos atouts stratégiques, notamment l'abondance de minéraux critiques et d'énergies, afin d'attirer les investisseurs étrangers. C'est une occasion unique pour le Canada d'optimiser sa fiscalité et son cadre réglementaire pour renforcer son attractivité et sa compétitivité. Avec une main-d'œuvre qualifiée, des ressources stratégiques et des institutions stables, le Canada, tout comme notre région, est idéalement positionné pour être à l'avant-garde des deux grandes révolutions industrielles de notre époque : la transition vers une économie propre et l'essor de l'intelligence artificielle.

Parfois, c'est dans les crises que naissent les plus grandes transformations.

**Sophie Chatel**, députée du Pontiac